



Communiqué de presse

pour diffusion immédiate

### **La vente d'un terrain public à des intérêts privés : une pratique à dénoncer**

*Montréal, le 17 novembre 2011.* Les membres du Comité logement Rosemont et des militants pour le droit au logement sont rassemblés ce matin sur le site Préfontaine pour dénoncer la vente d'un terrain public à des intérêts privés.

Cette transaction se prépare depuis longtemps : en 2007, le comité exécutif de la Ville donnait son aval à la vente et en 2009, au moment de déclencher les élections municipales, l'arrondissement lançait l'appel de propositions pour le développement résidentiel.

Le Comité logement est choqué par la démarche municipale entourant la réhabilitation du site parce qu'elle renonce à la propriété publique des terrains et à la vocation sociale de l'ancien refuge Muerling. « L'administration précédente a laissé tomber plus de 100 ans d'histoire pour faire la place à une transaction immobilière et à l'implantation de condos, c'est scandaleux », affirme Martine Poitras, coordonnatrice du Comité logement Rosemont.

Le projet résidentiel de 250 condos a été présenté dans le cadre d'une consultation publique au printemps 2011. « A cette occasion, de nombreux groupes locaux et de Montréal ont dénoncé la vente d'un bien public; ils ont exigé l'inclusion de logements sociaux et ont réclamé un usage collectif du bâtiment patrimonial », rappelle la porte-parole du FRAPRU, Marie-José Corriveau.

À peine 10 % du parc de logements est en habitation sociale à Rosemont, un quartier où 70 % de la population est locataire. C'est insuffisant pour répondre aux besoins des 1300 requérants inscrits sur la liste du Comité.

Deux conditions sont essentielles pour le développement de nouveaux logements sociaux : un programme municipal d'acquisition et de réservation de terrains et un programme de subvention à hauteur de 50 000 unités en 5 ans, financé par les gouvernements fédéral et provincial. « Aujourd'hui, nous interpelons les élus de l'arrondissement, de la Ville-Centre et les députés afin qu'ils appuient ces revendications et y donnent suite », de poursuivre Mme Poitras.

- 30 -

Pour information :

Martine Poitras, coordonnatrice Comité logement Rosemont, 514-815-0779

Marie-José Corriveau, FRAPRU, 514-780-1050